

L'hon. M. Kierans: Je voudrais également souligner autre chose, monsieur l'Orateur. La présente exemption s'applique à toutes les sociétés canadiennes sans exception, et non pas simplement à celles qui sont entièrement possédées ou contrôlées par des Canadiens. En partant d'une simple estimation, la Distillers pourrait acquérir une part majoritaire des actions de l'Imperial Oil qui, à son tour, peut en acquérir une autre dans la MacMillan Bloedel et la Distillers, et ainsi de suite, mais cette éventualité ne joue que dans un sens. La société Imperial Oil pourrait acquérir une part majoritaire dans deux sociétés canadiennes, mais ces dernières ne pourraient pas en faire autant puisque l'Imperial Oil est domiciliée aux États-Unis. Au moment où l'on se préoccupe de la propriété étrangère des entreprises, on permet aux filiales étrangères déjà installées au Canada de s'emparer des entreprises canadiennes. Le ministre des Finances vient ensuite leur dire: «Nous paierons la moitié de vos coûts en vous permettant de déduire les intérêts de votre capital de tout profit que vous réaliserez et quel que soit votre genre d'entreprise.»

Des voix: C'est une honte!

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Kierans: Monsieur l'Orateur, comme mes collègues le savent, je me suis vivement inquiété de l'insistance avec laquelle on prétendait, depuis 20 ans, qu'il y avait moyen d'édifier un Canada puissant en vendant nos ressources.

M. Rondeau: En les vendant ou en les donnant?

L'hon. M. Kierans: Lors de son retour de la réunion des Dix à Rome, le ministre des Finances nous a dit que tous les ministres des Finances du groupe l'avaient félicité pour avoir présenté le projet de loi fiscal le plus remarquable et le plus moderne de tous. Je ne crois pas que ces dix autres ministres des Finances l'aient jamais lu. Et s'ils l'ont lu, je ne crois pas qu'il l'aient compris ou qu'ils l'aient approuvé. Mais il y a une chose sur laquelle ils étaient d'accord. Si vous étiez le ministre des Finances du Japon, de l'Allemagne ou des États-Unis, monsieur l'Orateur, vous auriez dit: «Avez-vous fait quoi que ce soit pour modifier votre programme fiscal d'abandon des ressources au Canada?» On vous aurait répondu non et ils auraient été très satisfaits du bill.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Kierans: Tous dépendent des ressources, monsieur l'Orateur. Tous. Si le Canada conserve ses impôts dérisoires...

M. Guay (Saint-Boniface): Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Le député de Saint-Boniface (M. Guay) invoque le Règlement.

M. Rondeau: Il veut faire un discours.

M. Guay (Saint-Boniface): Il ne s'agit pas d'un discours, mais je pourrais en faire un, monsieur l'Orateur. C'est la première fois que quelqu'un fait ressortir un argument et j'aimerais bien l'entendre, parce que les députés de l'opposition n'ont rien présenté. Nous avons écouté ce qu'ils disaient, aussi j'aimerais qu'ils se tiennent tranquilles.

L'hon. M. Dinsdale: Il cite l'opposition, Joe.

[L'hon. M. Kierans.]

L'hon. M. Kierans: Si le Canada conserve ses impôts dérisoires—et par là j'entends l'industrie du pétrole et du gaz, ses pipe-lines, et ses puits de pétrole qui payent des impôts de moins de 6 p. 100 sur leurs bénéficiaires; par impôts dérisoires, j'entends les impôts de 13 p. 100 de ses profits que paye l'industrie minière dans ses entreprises d'exploitation—si le Canada s'en tient à cette politique, les ministres des Finances étrangers qui veulent ces ressources, vont trouver nos politiques fiscales à leur goût. Ils peuvent aussi les employer pour écraser les nations montantes du globe, dont la seule possibilité de jamais parvenir à la pleine croissance industrielle, serait d'obtenir un rendement suffisant lors de la vente de leurs propres ressources afin qu'ils puissent s'industrialiser, même si ce n'est que de la façon la plus modeste.

Ces ministres des Finances savent que plus nous insistons pour vendre nos ressources, de cette manière, plus nous montrons notre préférence pour l'imposition des exportations de ce genre à des taux phénoménalement bas, et des produits finis, à des taux beaucoup plus élevés. Pourvu que nous consentions à ces conditions, on veut bien acheter, et on sait que plus on achète pour des millions et des milliards de nos ressources, plus il devient difficile pour les industries de fabrication du Canada de soutenir la concurrence, car notre dollar prend de la plus-value, et pour les fabricants, d'être concurrentiels sur leurs marchés d'exportation éventuels ou de se défendre chez eux contre l'importation.

Quand presque tous les autres pays industrialisés du monde ont pour politique d'éviter la surexploitation de leurs ressources industrielles et de les conserver nous, par des dégrèvements fiscaux outrageux accordés à aucun autre secteur de notre économie, nous encourageons l'exploitation et la vente de nos ressources. La position officielle du ministère des Finances est la suivante, et je cite:

Il n'y a aucune raison pour que le Canada ne soit pas à la fois un grand exportateur de matières premières et de produits manufacturés.

C'est absolument faux. On ne peut faire les deux. Quand tous nos principaux partenaires commerciaux—et nous savons depuis le 15 août quelle importance ils accordent à leur balance commerciale—cherchent à équilibrer leur commerce avec nous, ils vont s'efforcer de nous payer leurs importations de nos matières premières avec leurs produits manufacturés.

L'exportation de nouvelles ressources énergétiques d'une valeur de 1 milliard de dollars aux États-Unis, par exemple, nous rapporterait 68 millions de dollars sous forme de salaires et traitements. Mais les importations de produits fabriqués sur lesquels insistent M. Connally et M. Nixon représenteraient pour nous de 200 à 350 millions de dollars de leurs salaires et traitements, selon l'industrie. Si c'est l'industrie des meubles, nous échangerions 68 millions contre 330 millions; si c'est l'industrie des textiles, 26 p. 100 de leur production moyenne, soit 260 millions, représentent les salaires et traitements; si c'est l'agriculture, le blé ou les produits semblables, et je ne parle nullement des pâtes et papiers ni du blé, du poisson et de l'énergie hydroélectriques qui sont des ressources renouvelables—je parle des ressources non renouvelables et des produits agricoles—la moyenne est de 26 p. 100. Si ce sont les pâtes et papiers, la moyenne est de nouveau 26 p. 100. Nous échangeons donc 6.8 p. 100 de 1 milliard de dollars, c'est-à-dire 68 millions, contre 260 millions. On ne peut avoir le drap et l'argent. Parlez d'un échange! La balance du commerce peut exister sous l'aspect financier, mais du point de vue des emplois ou des salaires elle n'existe pas.